

POUR L'UNIFICATION DES LUTTES OUVRIÈRES

Depuis plusieurs semaines, les ouvriers français de toutes les régions, de toutes les corporations, sont en lutte. Les succès incontestables déjà remportés ont contribué à développer la confiance des travailleurs en leurs propres forces. Les militants ouvriers le savent bien lorsqu'ils disent : « l'atmosphère est changée » dans les usines ou les chantiers.

C'est ainsi que, tout naturellement, leurs préoccupations qui étaient il y a encore un an : « Comment susciter l'action » se transposent sur un autre plan.

« Quel est le moyen le plus efficace, la forme d'action la mieux appropriée, pour faire céder le patron » mais aussi ; « Qu'est-ce qui CONVIENT LE MIEUX aux travailleurs, étant donné leur sens critique fruit de leurs multiples expériences des dix dernières années, et aussi leurs aspirations ».

C'est le secret de polichinelle que de dire aujourd'hui que le débat entre ouvriers dans les usines, chantiers ou dépôts, porte sur le problème de la lutte d'ensemble.

F.O. et C.F.T.C. y répondent en tournant le dos, empêtrés dans « leurs négociations » avec comme corollaire la dénonciation de « l'agitation » nuisible aux discussions. Etant donnée leur influence, ce n'est pas catastrophique pour les travailleurs.

RESPONSABILITÉ DE LA C. G. T.

Les liens plus étroits de la C.G.T. avec les masses, son autorité incontestable, lui confèrent plus de responsabilité, et son attitude est souvent déterminante.

Les militants de la C.G.T. qui viennent de réussir des grèves ou débrayages malgré l'hostilité des autres syndicats le savent fort bien.

La politique de la C.G.T. mérite une analyse sérieuse.

Que dit-elle ?

Précisément, elle ne dit rien.

Le silence sur les événements de Nantes relatés par ailleurs dans ce journal qui témoignent du haut niveau de la lutte jamais atteint dans cette ville, est significatif. Ce n'est pas la timide campagne de solidarité financière lancée après plus de 40 jours de grève et lock-out, par le bureau confédéral qui constitue une politique ni le renouvellement plus que timide des propositions d'unité d'action aux autres centrales issues du 30^e Congrès.

PRUDENCE... ?

Néanmoins, l'ensemble des dirigeants de la C.G.T., ceux qui dirigent les fédérations, les syndicats, ne sont pas dépourvus d'orientation. On peut les entendre intervenir les uns après les autres dans les assemblées de travailleurs, on peut lire et relire les appels publiés dans les différents journaux et tracts de la C.G.T.

Dans tous les secteurs, ils invoquent l'inégalité de développement des luttes, le niveau différent de combativité dans une même corporation, une même localité, une même usine, etc..., mais dans tous les secteurs, ils développent la même politique, si bien qu'aucun militant ne sait qui est en avance et qui est en retard.

Cette politique « trop prudente » équivaut en fait à fixer l'attention des militants de la classe ouvrière sur « la queue du mouvement », sur les couches les moins combattives et à définir en conséquence des formes de lutte en repli.

Ce n'est pas là le rôle d'une organisation d'avant-garde qui se doit de généraliser et de coordonner les formes de lutte les plus avancées, à accélérer le processus de radicalisation des masses, à se servir pour cela des exemples les plus probants des combats ouvriers.

UNIR LES LUTTES

Tous ces dirigeants qui invoquent la nécessité de ne pas « regarder à droite ou à gauche pour déclencher la lutte » dans la moindre équipe, parlent de consulter les travailleurs sur leurs revendications et sur les moyens aptes à les faire aboutir mais entendent le débat lorsque ceux-ci abordent de front le « Tous ensemble » voire « la grève générale ».

Ces deux termes sont aujourd'hui bannis du vocabulaire syndical même à l'état de perspective.

Le fin du fin reste la grève tournante.

Personne n'a jamais contesté l'utilité d'une telle forme de combat lorsqu'il s'agit de mobiliser les travailleurs, de jauger leur degré de combativité.

Mais en juillet, comme en août après l'assassinat du jeune

ouvrier de Nantes, en septembre à la rentrée des usines, après la grève générale à Nantes, après la flambée de la grève de la R.A.T.P. créant de nouvelles conditions au mouvement ouvrier, la C.G.T. s'est contentée de réciter mécaniquement les mêmes mots d'ordre. Comme à Saint-Nazaire... dit-on, où les ouvriers ont pratiqué les grèves tournantes pendant des mois. Mais Saint-Nazaire, ce n'est pas cela seulement, c'est aussi la généralisation du mouvement à une certaine étape, l'occupation des chantiers, la manifestation de rue et... l'extension à toute la Bretagne (Nantes, Brest, Lorient, etc...).

La « grève tournante » devient une fin en soi, alors qu'elle n'est qu'un moyen. Peut-il en être autrement lorsqu'aucune perspective n'est donnée aux travailleurs ?

Qu'ont donné les grèves tournantes chez Renault ? Après la montée des 15 et 16 septembre et la multiplication des débrayages, c'est la « retombée ». Plus rien à se mettre sous la dent, disent les militants.

La grève du 12-SO, avec ses 300 ouvriers, continue, seule. Nous voilà revenus à la « grève-bouchon » condamnée depuis la grève du département 74 en avril.

UNIR LES REVENDICATIONS

Un autre problème domine, et qui rejoint celui de « l'inégalité d'une usine à l'autre ». C'est la multiplicité des revendications.

La diversité se retrouve jusque dans la même usine. Les ouvriers du 12-SO chez Renault revendiquent 47 francs de l'heure alors que la consultation organisée dans les départements avait donné 40 francs uniformes pour tous.

Que sont devenues les revendications immédiates du trentième Congrès ?

Comment faire la liaison entre les 3.000 francs de la RATP, les 40 francs de la métallurgie, les 30.000 des cheminots ?

Il fut un temps où les organisations syndicales revendiquaient des conventions collectives « nationales ». Qu'en est-il aujourd'hui ? On assiste à une fragmentation des accords par usine, à des règlements.

FAIRE PARLER LES TRAVAILLEURS

Pendant toute une époque, pas si lointaine, on organisait des conférences de l'automobile, de l'aéronautique, etc.

Au moment où 3.704 mouvements ont été dénombrés, rien que dans la métallurgie, dont 1224 rien que dans la semaine du 17 au 24 septembre, peut-on dire que la coordination, la planification de la lutte des ouvriers n'est pas à l'ordre du jour ? Les différentes revendications ne sont pas un obstacle, à condition que ce soit les ouvriers qui tranchent cette question.

De larges conférences ouvrières par localité, par industrie, par corporation AURAIENT VITE TRANCHE LES DIFFICULTÉS.

Les travailleurs ne vivent pas en vase clos. La preuve en est que la reprise de la combativité a été déterminée par Nantes. Les travailleurs jugent, comparent, apprécient le rapport de forces.

Ces congrès de travailleurs sauraient facilement trouver les points d'accord. Chez RENAULT encore, aucun travailleur des forges ou du 18 n'a fait de difficulté lorsque les 40 francs ont été adoptés par l'usine.

Quelle opposition pourrait faire l'ouvrier de la RATP, des cheminots, des fonctionnaires même, à une telle confrontation ?

DES PERSPECTIVES

S'installer dans les inégalités entre travailleurs, revendiquer suivant les possibilités de chaque usine, nier tout lien entre ouvriers du Nord et du Midi, supprimer la solidarité entre le travailleur du trust moderne et celui de l'entreprise « marginale », c'est RESOLUMENT TOURNER LE DOS AUX VÉRITABLES INTÉRÊTS OUVRIERS.

Les ouvriers n'ont que faire de ce qui est « raisonnable » dans le régime capitaliste. Il leur faut l'abattre. En France, il n'y aura plus jamais de stabilisation, plus de « miettes » à distribuer aux travailleurs.

La perspective, c'est L'UNIFICATION DES LUTTES, LEUR COORDINATION. La perspective c'est aussi l'extrême imbrication de la guerre contre-révolutionnaire menée par l'impérialisme français en Afrique du Nord, et la répression des flics et CRS contre les ouvriers en lutte.

La perspective, c'est le gouvernement qu'il faut abattre, c'est la lutte pour le gouvernement des travailleurs, le Front unique PCF et PS.

R. DUPARC.